

Cela ne peut plus durer, il faut changer de cap.

Voilà des années que nous dénonçons la politique managériale et les projets stratégiques du Conseil Général. Nous avons mobilisé massivement le 24 janvier lors de la dernière séance plénière. C'était un avertissement lancé aux Conseillers Généraux pour qu'ils changent de cap. Depuis, rien a changé. Le Président s'est simplement engagé à respecter la loi lors de réorganisations des services, c'est à dire à convoquer le CTP. Les centres d'exploitation des routes continuent de fermer, l'action sociale est saucissonnée, les collèges manquent d'agents pour un entretien et une restauration normale, les Assistant Familiaux sont toujours aussi peu accompagnés faute de travailleurs sociaux en nombre suffisant. Les propos du Président, relayés par la presse, sur les travailleurs sociaux, ont au moins le mérite d'annoncer la couleur. Non, Monsieur Maille, les travailleurs sociaux ne se réfugient pas derrière l'éthique ou la déontologie, les travailleurs sociaux RESPECTENT une éthique et une déontologie car si les Conseillers Généraux ne font que passer, le service public, lui, doit rester.

Or, tout semble mis en œuvre pour que ce service public décline.

Combien d'usagers de l'action sociale vont faire demi-tour, découragés par les procédures mises en place ?

Quelles conditions de restauration nos enfants vont-ils trouver dans les collèges ? Et dans quel état seront les classes dans lesquelles ils doivent étudier ?

Les routes sur lesquelles chaque Finistérien est amené à circuler quotidiennement, été comme hiver, vont-elles pouvoir être convenablement entretenues alors que 5 centres d'exploitations vont fermer, transformant le département en gruyère.

Le Conseil Général semble de moins en moins décidé à donner les moyens aux services de fonctionner. Les effectifs baissent alors que le nombre de fonctionnaires par habitants, au Conseil Général du Finistère, est un des plus bas du Grand Ouest (source Ouest-France du 15 mai 2013).

Nous sommes très inquiets pour l'avenir du service public départemental. Les agents ne trouvent plus le sens et l'intérêt des missions qu'ils ont connus auparavant. Ils sont dégoûtés du manque de reconnaissance qu'ils ressentent quotidiennement. Des concours et des examens passés pour rien, pas assez bien pour le Conseil Général semble-t-il. Ils en ont assez de cette arrogance, de ce manque d'humilité qui autorise le Conseil Général à remettre en cause les concours du Centre National de la Fonction Publique Territoriale et d'entretenir un système de promotion et de mutation « à la tête du client ».

Ce mépris, les agents ne le supportent plus. Ils risquent d'y laisser leur santé.

Combien d'agents frappent à la porte du syndicat et de la médecine du travail parce qu'ils n'en peuvent plus de ce qui se cache derrière un projet pompeusement et faussement appelé « *Qualité de Vie au Travail* ». Nous ne voulons pas que les drames de France Télécom, de La Poste et de bien d'autres entreprises arrivent dans notre collectivité. Or, si le Conseil Général ne change pas de cap, c'est ce qui risque de se produire. Ce n'est pas parce que les mauvaises nouvelles sont annoncées avec le sourire qu'elles n'affectent pas profondément les agents. Voici la liste de ce que le Conseil Général appelle des « *situations collectives préoccupantes* » et que nous appelons, nous, conditions de travail dégradées. (Je ne vous énumère pas, bien entendu, la liste des « *situations individuelles préoccupantes* ») :

Collège Huelgoat, 2 collèges à Quimperlé, collège Châteauneuf-du-Faou, collège Bannalec, collège Max Jacob à Quimper, CDAS Concarneau, CDAS Morlaix/Landivisiau, CDAS Châteauneuf/Carhaix, CDAS Landerneau, collège du Porzou à Concarneau, collège Pont-Aven, CDAS Bellevue à Brest.

Le Président pourra mettre en place toutes les plateformes d'écoutes et d'accompagnement qu'il voudra, si l'état d'esprit ne change pas, si les stratégies restent aussi guerrières, qu'elles soient insidieuses ou frontales, elles feront les mêmes dégâts.

Nous nous étions engagés, devant les agents, lors des Assemblées Générales qui ont suivi la grève intersyndicale du 24 janvier à être là aujourd'hui, si la situation ne s'améliorait pas de façon significative, nous avons tenu notre promesse.

Les derniers dossiers que nous avons été amenés à travailler avec l'Administration nous montrent que le dialogue social en est au même point. Des réunions d'information certes, mais aucune oreille attentive, des réponses que nous attendons mais qui n'arrivent jamais, des dossiers communiqués le jour même de la réunion, des convocations pour les instances paritaires hors délais, des procès verbaux de séances soumis pour approbation 1 an après la séance concernée...et j'en oublie certainement. Comment peut-on parler de dialogue social en affichant un tel mépris pour les instances paritaires et les représentants du personnel ?

Nos revendications du 24 janvier restent donc malheureusement d'actualité, nous vous les rappelons :

-Un DIALOGUE social respectueux des organisations syndicales et de la représentation du personnel

-Arrêt des fermetures des centres d'exploitation des routes et de tous les services de proximité

-Des organisations et un encadrement respectueux des agents et du service public

-Des moyens humains pour accomplir normalement les missions.

Nous attendons des propositions.